

Naia

L'IA parlementaire qui ne répond que ce qu'elle peut **prouver**.



Comprendre · Rédiger · Contrôler la loi — chaque réponse sourcée sur les textes officiels.

Certifiée

Insuffisante

Refusée

— jamais inventée

Démo en ligne : local-3000.clipgen.co

La confiance — d'un citoyen comme d'une institution — met des années à se **construire, et un instant à se **briser**.**

Une seule loi inventée par une IA suffit à la fissurer. C'est pourquoi Naia impose la preuve avant la réponse.

Une IA qui **hallucine une loi ne fait pas une erreur anodine : elle fabrique une désinformation qui engage un citoyen ou un élu.**

Les IA génériques répondent toujours — même quand elles ne savent pas. En droit, le niveau de preuve exigé est la condition d'entrée.

Naia : prouver avant de répondre

Une assistante parlementaire qui ne délivre une réponse que si chaque affirmation est sourcée sur les textes officiels.

1

Rédige & extrait

Naia écrit un brouillon, puis en isole chaque affirmation.

2

Le Conseil vérifie

Deux mentors indépendants — un juriste (Légifrance/JORF), un parlementaire (Assemblée/Sénat) — rendent un verdict sur chaque affirmation : jusqu'à ~10 vérifications croisées par réponse.

3

Certifie ou refuse

Réponse envoyée avec ses citations — ou bloquée. Jamais inventée.

Même question. Deux comportements.

● Une IA générique

- Répond **toujours**, avec assurance
- Aucune source vérifiable
- Peut inventer un article, un chiffre, une jurisprudence
- Impossible de savoir si c'est exact

● Naia

- Ne répond **que si c'est sourcé**
- Chaque affirmation vérifiée contre les textes officiels
- Score de fiabilité + verdict de deux mentors
- **Refuse** plutôt que d'inventer

« Quel objectif de réduction de la consommation d'énergie fixe la loi ? »

IA générique : une réponse fluide, **sans référence vérifiable**.

Naia : « -50 % en 2050 » — **article L. 100-4 du code de l'énergie**, source Légifrance, certifié.

Un Conseil des Mentors vérifie chaque affirmation

Naia · Assistant parlementaire

Conseil des Mentors — chaque réponse est vérifiée contre les sources officielles

Mode démo

Comprendre la loi

Rédiger la loi

Conversation

Explication pédagogique — chaque affirmation vérifiée et sourcée

Que dit la loi sur l'accélération des énergies renouvelables ?

Ce que dit la loi sur la réduction de la consommation d'énergie

D'après l'article L. 100-4 du code de l'énergie (identifiant Légifrance LEGIARTI000047717642, en vigueur depuis le 24 juin 2023, état « VIGUEUR »), la politique énergétique nationale fixe, « pour répondre à l'urgence écologique et climatique », plusieurs objectifs chiffrés au I de cet article.

Concernant directement la consommation d'énergie :

• 2° Réduction de la consommation énergétique finale : l'article prévoit de « réduire la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 par rapport à la référence 2012, en visant les objectifs intermédiaires d'environ 7 % en 2023 et de 20 % en 2030 ». Le texte précise que « cette dynamique soutient le développement d'une économie efficace en énergie, notamment dans les secteurs du bâtiment, des transports et de l'économie circulaire, et préserve la compétitivité et le développement du secteur industriel ».

• 3° Réduction de la consommation énergétique primaire des énergies fossiles : l'article prévoit de « réduire la consommation énergétique primaire des énergies fossiles de 40 % en 2030 par rapport à l'année de référence 2012, en modulant cet objectif par énergie fossile en fonction du facteur d'émissions de gaz à effet de serre de chacune », en précisant qu'« il est mis fin en priorité à l'usage des énergies fossiles les plus émettrices de gaz à effet de serre ».

D'autres objectifs connexes figurent au même article :

• 1° : réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030, et atteinte de la « neutralité carbone à l'horizon 2050 en divisant les émissions de gaz à effet de serre par un facteur supérieur à six entre 1990 et 2050 ».

• 4° : la part des énergies renouvelables doit être portée « à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 33 % au moins de cette consommation en 2030 ».

Sur le suivi de ces objectifs, le II de l'article L. 100-4 dispose que « l'atteinte des objectifs définis au I du présent article fait l'objet d'un rapport au Parlement déposé dans les six mois précédant l'échéance d'une période de la programmation pluriannuelle de l'énergie mentionnée à l'article L. 141-3. Le rapport et l'évaluation des politiques publiques engagées en application du présent titre peuvent conduire à la révision des objectifs de long terme définis au I du présent article ».

✓ Certification du Conseil

Réponse à : « Que dit la loi sur l'accélération des énerg...

75

/ 100

CERTIFIÉE

Fiabilité élevée — vérifiée contre les sources officielles

3 confirmées 1 réfutée 1 non vérifiée

VÉRIFICATIONS DES MENTORS

5 AFFIRMATIONS · 10 VÉRIF.

L'article L. 100-4 du code de l'énergie (identifiant Légifrance LEGIARTI000047717642, en vigueur depuis le 24 juin 2023) fixe l'objectif de réduire la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 par rapport à la référence 2012, avec des objectifs intermédiaires d'environ 7 % en 2023 et de 20 % en 2030.

? Juriste ? Parlement 1.8 s

Hors du domaine de vérification du mentor Parlement

L'article L. 100-4 du code de l'énergie prévoit une réduction de la consommation énergétique primaire des énergies fossiles de 40 % en 2030 par rapport à l'année de référence 2012.

✓ Juriste ? Parlement 5.5 s

Article L. 100-4 du code de l'énergie

Avant tout envoi, chaque affirmation est confrontée aux sources officielles (Légifrance, Assemblée, Sénat) — avec un score de fiabilité et le verdict de chaque mentor.

Trois issues, jamais une quatrième

The screenshot displays the Naia Assistant parlementaire interface. At the top, the header includes 'Naia · Assistant parlementaire', 'Conseil des Mentors — chaque réponse est vérifiée contre les sources officielles', and a 'Mode démo' button. Below the header, there are two tabs: 'Comprendre la loi' (active) and 'Rédiger la loi'. The main content area is divided into three sections. The left section, titled 'Conversation', contains a question in a blue box: 'À votre avis, quelle est la meilleure réforme pour la France ?'. Below it, a pink box provides a response: 'Je n'ai pas de source officielle indexée pour cette question dans le périmètre de cette démonstration. Par principe, je préfère ne rien affirmer plutôt que de risquer une information non vérifiée. Reformulez autour d'un texte, d'un article ou d'un scrutin précis — par exemple l'énergie (article L. 100-4) ou la fin de vie (loi Claeys-Leonetti) — et je vérifierai chaque affirmation avant de répondre.' At the bottom of this box is a button labeled 'X 0 · Conseil'. The right section, titled 'Certification du Conseil', shows a red box with the text: '⚠ Réponse non certifiée — refusée. Aucune source officielle indexée pour cette question dans le périmètre de la démonstration.' Below this is a gauge showing '0 / 100' and the text 'RÉPONSE REFUSÉE'. Further down, the 'SOURCES CITÉES' section states 'Aucune source — réponse non sourcée.' and the 'VÉRIFICATIONS DES MENTORS' section states 'Aucune vérification enregistrée pour cette conversation.' At the bottom of the interface, a footer reads: 'Naia — Hackathon Assemblée Nationale 2026 · Le parcours de la loi : vers une IA de confiance'.

Naia · Assistant parlementaire | Conseil des Mentors — chaque réponse est vérifiée contre les sources officielles | Mode démo

Comprendre la loi | Rédiger la loi

Conversation | Explication pédagogique — chaque affirmation vérifiée et sourcée

À votre avis, quelle est la meilleure réforme pour la France ?

Je n'ai pas de source officielle indexée pour cette question dans le périmètre de cette démonstration.
Par principe, je préfère ne rien affirmer plutôt que de risquer une information non vérifiée.
Reformulez autour d'un texte, d'un article ou d'un scrutin précis — par exemple l'énergie (article L. 100-4) ou la fin de vie (loi Claeys-Leonetti) — et je vérifierai chaque affirmation avant de répondre.

X 0 · Conseil

✓ Certification du Conseil | Exporter en PDF

Réponse à : « À votre avis, quelle est la meilleure réfor...

⚠ Réponse non certifiée — refusée
Aucune source officielle indexée pour cette question dans le périmètre de la démonstration.

0 / 100
RÉPONSE REFUSÉE

SOURCES CITÉES
Aucune source — réponse non sourcée.

🔍 VÉRIFICATIONS DES MENTORS
Aucune vérification enregistrée pour cette conversation.

Naia — Hackathon Assemblée Nationale 2026 · Le parcours de la loi : vers une IA de confiance

Sur une question hors-source ou d'opinion, Naia **refuse** — et le dit. Le refus fait partie du produit, pas de l'échec.

Rédiger la loi, pas seulement la lire

Naia · Assistant parlementaire

Conseil des Mentors — chaque réponse est vérifiée contre les sources officielles

Mode démo

Comprendre la loi

Rédiger la loi

Atelier de rédaction législative

Naia rédige · le Conseil vérifie et suggère

Intention législative

Renforcer l'objectif de réduction de la consommation d'énergie finale à l'horizon 2035 en modifiant l'article L. 100-4 du code de l'énergie.

Texte de base à amender (facultatif)

Collez ici l'article ou l'alinéa existant à modifier (facultatif).

Rédiger et certifier

Dispositif

Article 1er

Le 2° du I de l'article L. 100-4 du code de l'énergie est ainsi modifié :
1° Après le mot « finale », sont insérés les mots « d'au moins 55 % en 2035 et » ;
2° Les mots « de 50 % en 2050 » sont remplacés par les mots « de 60 % en 2050 ».

Exposé sommaire

Le 2° du I de l'article L. 100-4 du code de l'énergie (identifiant Légifrance LEGIARTI000047717642, en vigueur depuis le 24 juin 2023) fixe un objectif de réduction de la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 par rapport à la référence 2012, en visant des objectifs intermédiaires d'environ 7 % en 2023 et de 20 % en 2030. Le présent amendement ajoute un jalon contraignant à l'horizon 2035 (au moins 55 %) et rehausse la cible de 2050 à 60 %, afin d'aligner la trajectoire nationale sur les engagements climatiques. La base de référence (2012) et la structure de l'alinéa sont conservées pour préserver la cohérence du dispositif existant.

Sources : Article L. 100-4 du code de l'énergie (en vigueur depuis le 24 juin 2023)

✓ Certification

78

/ 100

CERTIFIÉE

Fiabilité élevée — vérifiée contre les sources officielles

SOURCES CITÉES

Article L. 100-4 du code de l'énergie (en vigueur depuis le 24 juin 2023)
LEGIARTI000047717642
https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000047717642

SUGGESTIONS DU CONSEIL

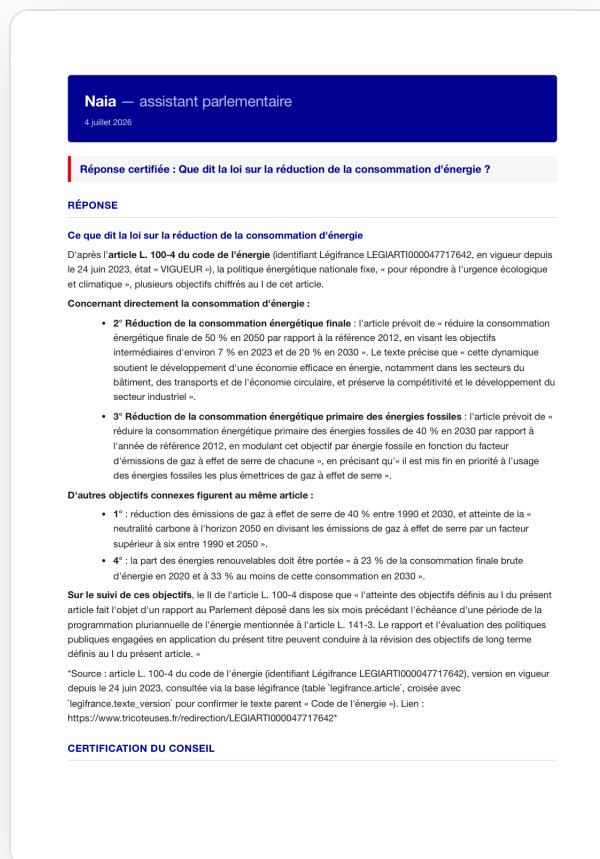
Vérifier l'articulation avec l'article L. 100-1 A (loi de programmation quinquennale énergie-climat) : inscrire un objectif chiffré directement dans le code peut entrer en tension avec le renvoi à la loi de programmation.

Préciser la base de référence « par rapport à 2012 » dans le nouveau jalon 2035 pour lever toute ambiguïté d'interprétation.

Un objectif de 55 % dès 2035 crée une marche importante avec le jalon de 20 % en 2030 déjà inscrit : documenter la faisabilité dans l'exposé sommaire pour prévenir un risque au titre de la clarté et de l'intelligibilité de la loi.

Le député décrit une intention → **dispositif + exposé sommaire**, chaque référence certifiée, avec les suggestions légistiques du Conseil.

Chaque réponse exportable en PDF officiel



La réponse, sa **certification** et ses **sources & citations** réunies dans un document prêt à archiver ou à transmettre — idem pour une rédaction.

La vraie question n'est pas de savoir si une IA sait répondre
—
mais si elle sait dire « je ne peux pas répondre ».

Certifiée

sourcée, score ≥ 70 → envoyée avec citations

Insuffisante

sources non concluantes → Naia le dit

Refusée

contradiction avec les textes → bloquée

Produire, contrôler, évaluer — la même exigence de preuve, sur tout le parcours de la loi.

Démo : local-3000.clipgen.co